

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (soir) 10 juin 2014

Direction des finances

92 2013.1561 Motion 326-2013 Wenger (Spiez, PEV) Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales

N° de l'intervention: 326-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 26.11.2013
Déposée par: Wenger (Spiez, PEV) (porte-parole)
Gsteiger (Eschert, PEV)
Muntwyler (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 505/2014 du 23 avril 2014
Direction: Direction des finances

Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir auprès des autorités fédérales en faveur d'une réforme fiscale écologique ayant pour résultat que la caisse de compensation pour allocations familiales soit financée par les taxes sur l'énergie.

L'article 16 de la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) devra être modifié pour que les cotisations ne soient plus calculées uniquement sur la base du revenu du travail, mais aussi sur la consommation d'énergies non renouvelables.

Développement

En Suisse, les charges salariales sont très lourdes. Dans bon nombre de branches, les entreprises ne sont plus compétitives, les coûts étant trop élevés. La création d'emplois est sanctionnée et leur délocalisation à l'étranger au contraire récompensée. La plupart des charges salariales échappent à l'influence des cantons, qui ne règlent plus que le financement de la caisse de compensation pour allocations familiales. Or, ce financement se prête particulièrement bien à un report des charges sociales sur les ressources non renouvelables.

La situation est tout autre dans le domaine de l'énergie. Ceux qui contribuent à l'augmentation de la consommation peuvent peut-être même être récompensés par des tarifs plus avantageux. Cette incitation négative pourrait être corrigée par la taxation de la consommation d'énergie plutôt que du travail.

C'est pourquoi la caisse de compensation pour allocations familiales doit être financée non plus par les cotisations de l'employeur mais par les taxes sur la consommation de courant. Pour la promotion de l'énergie renouvelable, sa consommation sera entièrement ou partiellement exemptée de taxes. Ceux qui produisent du courant pour leur propre approvisionnement en seront également exemptés.

Un tel système vaudra au canton de Berne un avantage dans la concurrence sur le marché de l'emploi. Les processus de production impliquant une forte consommation d'énergie pour un petit nombre d'emplois deviendront peut-être ainsi plus rares. Dans la meilleure des hypothèses, les produits résultant d'une forte consommation d'énergie seront remplacés par des objets fabriqués avec des ressources en énergie plus limitées. Dans la pratique, il n'y a pas concurrence entre les entreprises de production et les entreprises de services. Etant donné qu'on ne fera que reporter les charges d'exploitation, les entreprises de production ne seront pas pénalisées.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires avaient déposé une motion de même teneur le 26 mars 2013 ([motion 111-2013](#)), avant de la retirer le 8 octobre suivant. La présente motion diffère de la première en ce

qu'elle ne réclame plus le **dépôt d'une initiative cantonale**. Elle demande simplement au Conseil-exécutif **d'intervenir** auprès des autorités fédérales en faveur d'une réforme fiscale écologique telle que la caisse de compensation familiale soit financée par le produit de la taxe sur l'énergie.

Le 4 septembre 2013, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la Stratégie énergétique 2050¹. L'objectif de ce premier train de mesures est de transformer **par étape** l'approvisionnement énergétique de la Suisse d'ici 2050, en réduisant la consommation d'énergie et en développant les énergies renouvelables sur la période d'une manière économiquement supportable. Pour l'après 2020, une nouvelle orientation commune sera donnée aux politiques énergétiques et climatiques. Dans ce cadre, il est notamment prévu de remplacer progressivement le système d'encouragement actuel par un **système incitatif**, comprenant une taxe sur l'énergie, dont le produit sera redistribué à la population et aux entreprises. Cette taxe sur l'énergie pourra frapper tant l'électricité que les combustibles et les carburants. Son produit sera redistribué à la population et aux entreprises. Budgétairement neutre, ce système permettra d'atteindre les objectifs énergétiques et climatiques sans augmenter l'impôt².

Les motionnaires souhaitent que le Conseil-exécutif intervienne auprès des autorités fédérales pour que la caisse de compensation pour allocations familiales puisse être financée au moyen du produit de la taxe sur l'énergie. Cette revendication s'inscrit dans les objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Le Conseil-exécutif est d'accord pour défendre cette revendication le moment venu lors des débats sur la deuxième phase de la Stratégie énergétique 2050. Il souligne qu'il n'approfondira l'étude de la proposition concrète formulée dans la motion qu'au moment de rendre son avis sur la deuxième phase de la Stratégie énergétique 2050 et qu'il ne peut pas se prononcer dès maintenant.

- Premièrement, les modalités de mise en œuvre de cette proposition sont importantes pour en évaluer l'opportunité et doivent donc faire l'objet d'une étude approfondie. Par exemple, le financement de la caisse de compensation pour allocations familiales par le produit de la taxe sur l'énergie aurait une double fonction : incitative et fiscale. Cette dualité pourrait être antagoniste et poser des problèmes d'efficacité et d'application. Il est inconcevable d'inciter au recours aux énergies renouvelables par le seul biais des allocations familiales. Leur rôle est de compenser partiellement les frais supplémentaires liés à l'entretien des enfants et doit le rester. Le système actuel génère suffisamment de recettes pour financer les allocations familiales aux ayants droit. L'extension de la base de cotisation à la consommation d'énergies non renouvelables ne doit pas mettre en péril le financement des allocations familiales.
- Deuxièmement, il faudra examiner si la proposition est cohérente avec la Stratégie énergétique 2050 dans sa globalité et si elle ne compliquera pas trop le système fiscal dans son ensemble (impôts et taxes), et il faudra s'assurer que les nouvelles taxes incitatives ne contrecarrent pas les effets d'impôts ou taxes déjà en place.

Par souci de cohérence, le Conseil-exécutif entend pour l'instant se consacrer à la mise en œuvre du premier train de mesures. Il n'étudiera toutes les options envisageables pour mettre en place le système incitatif prévu qu'au moment de la deuxième phase annoncée.

Le Conseil-exécutif propose l'adoption sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 92. Motion de M. Wenger «Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales». Sur le programme, il est indiqué que cette motion est en débat réduit, ce qui est faux, ce devrait être un débat libre, car ce n'est pas une

¹ Lien: <http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/6771.pdf>

² Cf. [Message](#) à partir de la page 41

motion à valeur de directive. Est-ce que le débat libre est contesté? – Ce n'est pas le cas. M. Wenger, vous avez la parole.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Zum Abschluss der Finanzdiskussion habe ich für Sie noch ein sehr interessantes Postulat. Das heisst, ich habe, wie von der Regierung vorgeschlagen, die Motion in ein Postulat umgewandelt. Energie statt Arbeit mit Taxen zu belasten, dies ist die Absicht, die dahintersteckt und die auf verschiedenen Ebenen ganz viele Vorteile bringt, insbesondere bei den produzierenden KMU. Wir haben schon gehört, dass die Arbeitslosigkeit im Kanton Bern von 2,4 auf 2,3 Prozent gesunken ist. Da könnte man eigentlich sagen, es sei alles im grünen Bereich. Die Tatsachen an der Front sehen leider anders aus. Im produzierenden Gewerbe haben wir seit dem Wechselkurs zum Euro von 1,20 Franken gravierende Schwierigkeiten. Das heisst, immer mehr handwerkliche Leistungen werden in den Osten ausgelagert, oder die Firmen kaufen ihre Produkte im Osten ein und erzielen damit grössere Gewinne. Aber die entsprechenden handwerklichen Arbeiten fallen weg. Für unsere Strukturen, für unser soziales Gefüge ist es sehr wichtig, dass die paar 10 000 Mitarbeiter, die handwerkliche Arbeiten verrichten, ihre Arbeit weiterhin machen können. Diese Arbeitsplätze sind höchst gefährdet. Wir haben seit dem Jahr 2012 den Import in diesen Bereichen um mehr als 100 Prozent gesteigert. Diese Zahlen geben mir zu denken. Wir können Einfluss nehmen. Wenn wir das nicht tun, wird die ganze ökologische Steuerreform nach anderen Gesichtspunkten als nach jenen der KMU geschrieben. Für uns KMU wäre es wichtig, dass wir nicht irgendwelche Lenkungsabgaben einführen, bei denen der Bund irgendwo Geld einkassiert und irgendwo wieder verteilt und danach wieder einkassiert, sondern dass dies am richtigen Ort geschieht. Dazu eignet sich die Familienausgleichskasse am besten. Darum möchte ich, dass sich der Regierungsrat auf schweizerischer Ebene für eine KMU-freundliche Version der ökologischen Steuerreform einsetzt. Es wird ja mit dem heutigen Entscheid noch nichts beschlossen, sondern wir möchten, dass sich die Regierung für uns KMU, vor allem für die produzierenden Betriebe im Kanton Bern, einsetzt, damit möglichst viele niederschwellige Arbeitsplätze erhalten bleiben. Ich habe noch eine Bitte an die Fraktionssprecher: Ich habe schon im Vorfeld von verschiedenen Personen gehört, es sei schon gut, man müsse irgendetwas tun, aber dies sei nicht die richtige Lösung. Mich interessiert natürlich, was denn die richtige Lösung wäre. Darum bin ich sehr offen für Vorschläge, die schlussendlich für die wirtschaftliche Existenz von uns produzierenden KMU hilfreich sind. Ich bin gespannt auf Ihre Voten.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Wie auch andere Sozialversicherungen wird die Familienausgleichskasse nach dem Solidaritätsprinzip ausgerichtet. Der Arbeitgeber bezahlt proportional zur AHV-pflichtigen Lohnsumme in die kantonale Ausgleichskasse ein. Die kantonale Ausgleichskasse bezahlt dann über den Arbeitgeber diese Zulagen an die berechtigten Familien aus, unabhängig davon, ob ein Arbeitgeber viele Arbeitnehmer mit Familie beschäftigt oder nicht. Dieser Solidaritätsgedanke trägt uns in sehr vielen Bereichen unseres öffentlichen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Zusammenlebens, und dieser Solidaritätsgedanke ist auch ein grosses Plus unserer Gesellschaft. Dieser Gedanke soll nun in einem Bereich der Sozialversicherungen gebrochen, ausgehebelt oder ganz einfach verlagert werden. Jetzt sollten auf einmal Energieabgaben, also Stromgebühren, dazu verwendet werden, die Familienausgleichskasse zu finanzieren. Die Aufwendungen für die Arbeitsleistung werden um die entsprechenden Beträge entlastet, und auf der anderen Seite wird die Energie im selben Ausmass belastet. Die Bevorteilung jener Betriebe, die sich alternativen Strom leisten können oder überhaupt Zugang dazu haben – und alternativer Strom ist heute einfach noch nicht für alle erschwinglich –, ist auch gleich in die Motionsbegründung eingebaut. Sie schreiben: «Wer für die Eigenversorgung Strom produziert, zahlt keine Gebühren.» Irgendwie kommt mir da etwas in den Sinn, das auch mit Gebühren zu tun hatte. Derjenige, der diese Geschichte erfunden hat, hat letztlich seine Strassensteuern als Garagist gleich mit abgeschafft. (*Hilarité*) Selbstverständlich kann man dies so sehen wie die Motionäre. Grundsätzlich kann man hinter jedem System einen Solidaritätsgedanken, einen Missbrauch, eine Bevorteilung oder eine Ungerechtigkeit finden. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass der Zusammenhang mit den Sozialversicherungen – und dazu gehört halt auch die Familienzulage – eher bei der Arbeitsleistung als beim Energieverbrauch zu suchen ist. Wenn Änderungen bei den Familienausgleichskassen angestrebt werden sollen, müssten diese aus unserer Sicht vielmehr darauf hinzielen, dass der Beitragssatz nicht in jedem Kanton und bei jeder Familienausgleichskasse unterschiedlich berechnet und gehandhabt wird. Mit einer Vereinheitlichung könnte man der Meinung der Motionäre entgegenwirken, die sagen, die

Arbeitsleistung würde mit den verschiedenen Lohnnebenkosten verteuert. Auch könnte man der Standortkonkurrenz in unserem Land ein bisschen entgegenwirken. Die BDP sieht den Sinn und den Nutzen dieses Anliegens nicht und lehnt deshalb auch das Postulat ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Markus Wenger hat es gesagt: Man sollte eigentlich die Energie anstelle der Arbeit belasten. Dies ist ganz auf der Linie der glp. Es ist einer unserer Grundsätze, dass man die Energie besteuern soll und die ganzen Wirtschaftsströme ein wenig lenkt. Uns ist dieser Vorstoss sehr sympathisch. Er ist ein Postulat. Als Postulat möchten wir ihn gerne nach Bern schicken, damit man sich zusammen mit der Energiestrategie 2015, die man ja jetzt aufgleist, berücksichtigt. Um es ganz kurz zu fassen: Die glp bittet Sie, dieses Postulat anzunehmen.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Wir haben es gehört: Die Motionäre möchten mit diesem Vorstoss bewirken, dass die Familienausgleichskassen neu über Energieabgaben finanziert werden können. Sie stellen zwar zu Recht fest, dass die Schweizer Arbeitsplätze durch verschiedene Lohnnebenkosten verteuert werden. Aber diese Lohnnebenkosten – wie hier die Kosten der Familienausgleichskasse – in einen Zusammenhang mit dem Energieverbrauch eines Betriebs zu setzen, scheint uns doch recht fantasievoll. Es wäre sicher zu begrüßen, wenn möglichst viele KMU auf erneuerbaren Strom setzen könnten. Aber dies setzt auch entsprechende Investitionen oder Mehrkosten voraus, und viele KMU-Betriebe laufen schon heute am Anschlag. Sie können sich solche zusätzlichen Ausgaben schlichtweg nicht leisten. Dann ist auch zu beachten, dass gewisse Branchen für ihre Produktion viel Energie verbrauchen müssen. Und es kann doch auch nicht im Sinn der Antragsteller sein, all diese Unternehmen mit der Finanzierung der Familienausgleichskassen zu bestrafen. Ich kann mir schlecht vorstellen, dass sich die ökologische Lenkungsabgabe für die Finanzierung der Familienausgleichskassen eignet. Die SVP lehnt den Vorstoss auch als Postulat ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Der Kollege Wenger hat nach neuen Ideen gefragt. Man könnte anstelle des Stroms zum Beispiel die Handynutzung besteuern, die wird ja noch nicht besteuert. Aber jetzt ernsthaft: Es ist ein untauglicher Vorschlag, die Finanzierung der Kinderzulagen auf die Grundlage einer Lenkungsabgabe zu stellen. Stellen Sie sich vor, was passiert, wenn die Lenkung Wirkung zeigt und keine Mittel mehr vorhanden sind. Zahlen wir dann keine Kinderzulagen mehr aus? Das kanns ja nicht sein. Ausserdem muss ich auch zu diesem Vorstoss sagen, dass er definitiv die falsche Flughöhe aufweist. Der Vorstoss wäre auf Bundesebene einzureichen und Lösungen wären dort zu diskutieren. Ein Postulat macht hier ebenso wenig Sinn. Es heisst, der Regierungsrat solle prüfen, ob er sich auf eidgenössischer Ebene einsetzen wolle. Das kann man dem Regierungsrat sonst auch bei einem Kaffee sagen. (*Hilarité*)

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich ganz kurz fassen. Grundsätzlich wäre es zwar richtig, wenn die Arbeitgeberbeiträge reduziert werden könnten, sind doch die Lohnkosten in der Schweiz extrem hoch. Aus Sicht der FDP ist die Verknüpfung von Ökologie und Familienausgleichskassen jedoch kaum jemals realisierbar und deshalb auch nicht der richtige Ansatz. Darum lehnt die FDP-Fraktion auch das Postulat ab.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Als wir die Motion der Grossräte Wenger, Gsteiger und Muntwyler lasen, wussten wir zuerst nicht, welches Ziel mit dieser Forderung verfolgt wird. Geht es um Sozialpolitik, Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik oder Energiepolitik? Im Zusammenhang mit dem Traktandum 80, der Motion «Direkte Auszahlung der Kinderzulagen – Bürokratieabbau», haben wir schon gemerkt, dass es hier anscheinend um ein gewerbliches Anliegen geht. Wir haben verstanden, dass die Abrechnung mit der Familienausgleichskasse für KMU sehr aufwendig ist und die hohen Sozialabgaben für die Arbeitgeber belastend sind. Wir haben auch verstanden, dass die Finanzierung der Familienausgleichskasse über die Energieabgaben relativ einfach machbar wäre. Aber irgendwie ist der Funke in unserer Fraktion nicht ganz gesprungen. Ist es sinnvoll, mit Energieabgaben gerade die Familienausgleichskassen zu finanzieren, wo es doch dort im Moment gar keine Finanzierungsschwierigkeiten gibt? Die Finanzierung über die Lohnprozente erscheint uns eigentlich fair und transparent. Es ist auch nicht klar, warum Firmen, die viel Energie verbrauchen, gerade für die Familienausgleichskasse mehr bezahlen sollen als energiesparende Firmen. Eine weitere Frage stellt sich uns wegen der Solidarität. Bis jetzt wird die Familienausgleichskasse

vollumfänglich über die Arbeitgeberbeiträge finanziert. Wenn man sie jetzt über die Energieabgabe finanzieren würde, würden sich plötzlich alle an diesen Kosten beteiligen müssen. Dies gäbe eine Umverteilung, und man müsste sich die Frage nach der Solidarität stellen. Ein Teil unserer Fraktion kann der Argumentation der Motionäre folgen und findet die vorgeschlagene Lösung eine diskutable Idee. Die übrigen von uns sehen bei der Finanzierung der Familienausgleichskasse keinen Handlungsbedarf und lehnen deshalb die Motion beziehungsweise das Postulat ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*La présidente agite sa cloche.*) Das Postulat des Kollegen Wenger, übrigens des einzigen Fensterfabrikanten im Kanton Bern beziehungsweise des letzten, der nicht im Ausland fertigt und dann hier montiert, spricht ein Thema an, das wichtig ist für den Werkplatz Schweiz. Nämlich die Frage, wie man sich gegen Billigprodukte aus dem Ausland wehren kann. Diese Produzenten nutzen das Lohngefälle und die günstigen Transport- und Energiekosten. Genau hier setzt Kollege Wenger an. (*La présidente agite sa cloche.*) Das Postulat zeigt eine Möglichkeit auf, die ungleichen Spiesse etwas anzugleichen. Es handelt sich um ein Langzeit-anliegen, das gut in die bundesrätliche Energiepolitik eingebettet ist. Sie sehen das gut erklärt in der Antwort des Regierungsrats. Deshalb unterstützen die Grünen die Motion, und da sie gewandelt wurde, auch das Postulat.

La présidente. Pour le PEV, M. Gsteiger. Y a-t-il encore un porte-parole de groupe? Ce n'est pas le cas. Un intervenant à titre personnel? Non plus. Nous entendrons ensuite Mme la directrice des finances.

Gsteiger, Patrick, Eschert (PEV). Le parti évangélique vous propose d'approuver un postulat qui permet de faire un petit pas dans la bonne direction. C'est vrai, cette intervention vient tôt dans le débat d'une réforme fiscale écologique, un débat qui est déjà lancé au niveau fédéral et qui devra encore être précisé. Pour cette réforme écologique, il faudra aussi choisir plusieurs options à l'avenir. Mais sachez toutefois que le système incitatif, car c'est bien un système incitatif que l'on vous propose, est budgétairement neutre. Il permettrait d'atteindre des objectifs écologiques, des objectifs climatiques, sans augmenter l'impôt. Le Conseil-exécutif, dans sa réponse, a suggéré un postulat prudent, sachant que les détails d'une éventuelle mise en œuvre devront encore être étudiés. Ayons donc une vision moderne pour notre canton! Nous pouvons être les précurseurs dans le débat qui a commencé au niveau fédéral. Le parti évangélique vous suggère de soutenir ce postulat, qui, finalement, à ce stade, ne nous engage pas beaucoup.

La présidente. M. Wenger, l'auteur du postulat, a la parole avant Mme la directrice. A vous, M. Wenger.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Herzlichen Dank für diese Diskussion. Ich habe mich speziell gefreut, dass der Vertreter der grössten Fraktion hier im Rat meinen Vorschlag als fantasievoll bezeichnet hat. Ich denke, genau so müssen wir in die Zukunft gehen. Mit den alteingesessenen Lösungen werden wir die Zukunft nicht wesentlich anders gestalten können, als wir die Vergangenheit erlebt haben. Also müssen wir in Zukunft, wenn wir Sozialpolitik machen, zugleich die Energiepolitik im Auge haben und schauen, wie sich das Ganze auf das Gewerbe auswirkt. Dies ist die positive Botschaft, die ich heute vom Rathaus mit nach Hause nehme, wenn ich mit meiner eigenen Energie, nämlich mit dem Velo, nach Hause fahre. Merci vielmal. Ich denke, das Abstimmungsergebnis kann ich nicht mehr beeinflussen, auch wenn ich Sie alle auffordere, jetzt wirklich auf Grün zu drücken.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Jetzt habe ich wirklich geglaubt, die Motion sei zurückgezogen worden, denn der Grossrat Wenger konnte ja eine positive Rückmeldung mitnehmen, aber anscheinend ist dies nicht der Fall! Deshalb sage ich hier noch etwas dazu. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort auf die Motion ja festgehalten, dass die vom Bundesrat verabschiedete Botschaft zu einer gesamtschweizerischen Energiestrategie ab dem Jahr 2020 – das ist wichtig, Sie müssen noch schnell zuhören – einen etappenweisen Übergang vom heutigen Fördersystem zu einem Lenkungssystem vorsieht. Das Anliegen des Motionärs, die Familienausgleichskasse über Lenkungsabgaben zu finanzieren, liegt ganz auf der Linie des Bundesrats im Zusammenhang mit der Energiestrategie. Darum wäre der Regierungsrat bereit gewesen, die jeweiligen Abklärungen zum gegebenen Zeitpunkt vorzunehmen. Das wäre nicht

heute oder morgen, aber vielleicht übermorgen der Fall gewesen. Je nach Ergebnis hätte sich der Regierungsrat beim Bund entsprechend eingebracht. Deshalb hat der Regierungsrat beantragt, diese Motion als Postulat anzunehmen. Anscheinend hat die Motion keine Chance. Schade hat der Motionär sie nicht zurückgezogen, dann könnte er vielleicht später noch eine einreichen. Wenn sie abgelehnt wird, ist halt Schluss für die laufende Legislatur.

La présidente. Le motionnaire a bien compris le nouveau droit parlementaire, après la discussion, il ne peut plus retirer (*hilarité*); c'est trop tard! Nous passons au vote sur le postulat «Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales». J'aimerais bien que vous ne vous envoliez pas tout de suite après, car avant d'ouvrir la cage, j'ai encore deux ou trois informations. Donc, ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 48

Non 79

Abstentions 3

La présidente. Ce postulat a été refusé. J'aimerais encore expliquer comment nous allons continuer demain. Demain matin, nous aurons les élections. Dans la première enveloppe, nous aurons l'élection du deuxième vice-président du Grand Conseil, du président ou de la présidente de la CIRE et la reconduction de la nomination du chef de Contrôle des finances. Ces trois élections auront des bulletins préimprimés. En deuxième vote, nous aurons les élections des juges. Nous continuerons ensuite avec la Direction des finances, je vous rappelle que nous avons encore une motion, la motion que vous appelez en allemand UPI, qui s'appelle en français Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre. Je me suis aperçue que cette motion est une motion ayant valeur de directive. Nous avons décidé que toutes les motions ayant valeur de directive faisaient l'objet d'un débat réduit. Est-ce que le débat réduit est contesté? Ce n'est pas le cas, prenez donc note que demain nous serons en débat réduit sur cette motion. Après la Direction des finances, nous commencerons par la loi LPCFfam, et après, nous passerons à la Direction de l'économie publique pour finir par la Direction de l'instruction publique. Il se peut, et je l'espère, que nous commencions avec la Direction de l'instruction publique demain déjà vers midi, et mon espoir est que nous puissions finir demain. Mais je vous rappelle que jeudi matin est une réserve, il faudra donc revenir jeudi matin si nécessaire. Mais l'espoir fait vivre. Je vous souhaite une bonne soirée. La séance est close.

La séance est levée à 18 heures 45.

Les rédactrices :

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf (f)